

BALO

BULLETIN DES ANNONCES LEGALES OBLIGATOIRES



Direction de l'information
légale et administrative

DIRECTION DE L'INFORMATION LÉGALE ET ADMINISTRATIVE

26, rue Desaix, 75727 PARIS CEDEX 15

www.dila.premier-ministre.gouv.fr

www.journal-officiel.gouv.fr

Publications périodiques

Comptes annuels

IC Financial Services

Société Anonyme au capital de 105.860.635,25 euros
Siège Social : 1 rue Arnold Schoenberg - 78280 Guyancourt
389 441 569 RCS Versailles

Comptes Annuels arrêtés au 31 décembre 2024 approuvés par l'Assemblée générale ordinaire annuelle du 27 mars 2025

Etats financiers**Bilan**

(En milliers d'Euros)

Actif	2023/12	2024/12	Passif	2023/12	2024/12
Caisse, banque centrale, ccp	26 509	11 013	Banques centrales, ccp	0	0
Effets publics et valeurs assimilées	0	0		0	0
Créances sur les établissements de crédit	180 913	129 588	Dettes envers les établissements de crédit	238 566	123 528
Créances sur la clientèle	1 069 814	898 387	Opérations avec la clientèle	750 527	597 044
Obligations et autres titres à revenu fixe	12 705	0	Dettes représentées par un titre	38 500	35 000
Actions et autres titres à revenu variable	0	0	Autres passifs	48 374	33 209
Participations et autres titres détenus à long terme	2	2	Comptes de régularisation passif	45 897	38 382
Parts dans les entreprises liées	0	0	Comptes de négociation et de règlement	0	0
Crédit-bail et opérations assimilées	75 697	62 747	Provisions pour risques et charges	37 278	33 746
Location simple	0	0	Fonds pour risques bancaires généraux	2 294	2 294
Immobilisations incorporelles	44 696	45 241	Dettes subordonnées	0	0
Immobilisations corporelles	44	37	Capitaux propres hors frbg	310 932	328 671
Capital souscrit non versé	0	0	Capital souscrit	105 861	105 861
Actions propres	0	0	Primes d'émission	0	0
Comptes de négociation et de règlement actif	0	0	Réserves	10 586	13 288
Autres actifs	57 179	40 787	Ecart de réévaluation	0	0
Comptes de régularisation actif	4 809	4 072	Provisions réglementées subventions d'investissement	0	0
	0	0	Report à nouveau	140 360	173 783
	0	0	Acomptes sur dividendes	0	0
	0	0	Résultat de l'exercice	54 125	35 739
Total actif	1 472 368	1 191 874	Total passif	1 472 368	1 191 874

Hors-bilan

(En milliers d'Euros)

Hors-bilan	2023/12	2024/12
Engagements de financement donnés	5 509	8 185
Engagements de garantie donnés	35 783	44 820
Engagement sur titres donnés		
Engagement de financement reçus	50 000	50 000
Engagement de garantie reçus	59 254	65 607
Engagement sur titres reçus		

Compte de résultat

(En milliers d'Euros)

Compte de résultat	2023/12	2024/12
+ Intérêts et produits assimilés	204 237	203 580
- Intérêts et charges assimilés	-19 119	-18 979
+ Produits sur opérations de crédit-bail et assimilées	59 657	28 848
- Charges sur opérations de crédit-bail et assimilées	-36 019	-23 672
+ Produits sur opérations de location simple	110	24
- Charges sur opérations de location simple	0	0
+ Revenus des titres à revenu variable	0	0
+ Commissions (produits)	69 508	73 416
- Commissions (charges)	-140 132	-155 020
+/- Gains / Pertes sur op. des portefeuilles de négociation	1	0
+/- Gains / Pertes sur op. des portefeuilles de placement et assimilés	351	226
+ Autres produits d'exploitation bancaire	4 388	4 710
- Autres charges d'exploitation bancaire	-10 260	-10 379
Produit net bancaire	132 722	102 754
- Charges générales d'exploitation	-46 626	-51 589
+/- Dotation Amort. et Prov. sur Immobilisation incorporelles et corporelles	-721	-936
Résultat brut d'exploitation	85 375	50 229

+/- Coût du risque	3 511	1 216
Résultat d'exploitation	88 886	51 445
+/- Gains ou pertes sur actifs immobilisés	-40	0
Résultat courant avant impôt	88 846	51 445
+/- Résultat exceptionnel	284	484
- Impôt sur les bénéfices	-35 005	-16 190
+/- Dotations / Reprises au FRBG et Provisions réglementées.	0	0
Résultat net	54 125	35 739

Affectation du résultat

L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité des assemblées générales ordinaires, après examen de la proposition du Conseil d'Administration, et après avoir constaté que les comptes de l'exercice clos au 31 décembre 2024 font apparaître un bénéfice de 35.739.084,25 €, décide d'affecter le résultat comme suit, la réserve légale étant intégralement dotée :

Distribution sous forme de Dividende	35.000.000,00 euros
Au report à nouveau	739.084,25 euros

L'Assemblée Générale, conformément aux dispositions de l'article 243 bis du Code général des impôts (CGI), prend acte que les sommes distribuées au titre des trois exercices précédents ont été les suivantes :

- 18.000.000,00 au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2023
- Aucun dividende au titre de d'exercices clos le 31 décembre 2022
- 19.992.041,28 euros au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2021

Ces sommes sont éligibles à l'abattement de 40% prévu par l'article 1583. 2° du CGI.

Cette résolution, mise aux voix, est adoptée à l'unanimité.

Annexe aux comptes arrêtés au 31 décembre 2024

I – Evénements de l'Exercice

Le bénéfice au 31 décembre 2024 s'élève à 35 739 084,25 euros et le total du bilan est de 1 191 873 807,31 euros.

L'accord global d'échange de services entre les Groupes IVECO Group et CNH Industrial a été renouvelé pour trois ans en 2024.

Autre fait marquant de l'exercice, la révision du partenariat avec le groupe Crédit Agricole - relatif au financement des consommateurs finaux du marché agricole français - a été finalisée au second semestre 2024. Il est désormais limité à l'apport d'affaires sous forme de crédit classique exclusivement pour le financement des véhicules neufs.

II - Principes comptables & Méthodes d'évaluation

1 Généralités

La présentation des états financiers de IC Financial Services est conforme aux dispositions du règlement ANC 2014-07 du 26 novembre 2014 modifié.

2 Principes comptables

2.1. Principe de séparation des exercices

Les opérations sont enregistrées en respectant le principe de la séparation des exercices.

Les intérêts et commissions d'affacturage (produits) et de cession de créances (charges) sont comptabilisés en date d'opération.

Les autres intérêts, produits et charges, sont comptabilisés prorata temporis. Le calcul des intérêts à recevoir, à payer, payés ou constatés d'avance est effectué sur la base du taux annuel apparent de chaque opération.

Les loyers de crédit-bail et de location simple sont enregistrés au compte de résultat en prenant en compte les loyers facturés corrigés de la part des loyers courus non échus et de la part des loyers facturés d'avance.

Lorsque les contrats prévoient la facturation d'un premier loyer majoré, ceux-ci sont enregistrés directement en résultat et ne font pas l'objet d'un étalement sur la durée du contrat.

2.2 Crédits à la clientèle

Les crédits accordés à la clientèle figurent au bilan pour leur valeur nominale.

En cas de cession à un tiers d'encours distribués, la Société applique les traitements comptables précisés au Livre II, Titre 4 du règlement 2014-07 suscité.

2.3 Opérations de crédit-bail, location avec option d'achat et location simple

Au 31 décembre 2024, seule la succursale italienne enregistre encore des opérations de crédit-bail.

2.3.1 Biens donnés en location

Les immobilisations sont inscrites à l'actif du bilan à leur valeur d'acquisition. Elles sont enregistrées au poste « Crédit-bail et location avec option d'achat » lorsque

le contrat stipule une option d'achat au bénéfice du client, au poste « Location simple » dans le cas contraire.

Les biens donnés en crédit-bail et location financière sont amortis selon le mode linéaire en fonction de la durée des avantages économiques attendus de l'actif. Elle peut être déterminable en termes d'unités de temps ou d'autres unités d'œuvre lorsque ces dernières reflètent plus correctement le rythme de consommation des avantages économiques attendus de l'actif. Pour IC Financial Services, cette durée d'amortissement est celle du contrat.

Le montant amortissable d'un actif est sa valeur brute sous déduction de sa valeur résiduelle.

Les amortissements viennent au bilan en minoration du poste auquel l'immobilisation est rattachée.

De même, au compte de résultat, les loyers et amortissements des immobilisations sont enregistrés aux postes de produits et charges sur opérations de crédit-bail et assimilées ou de location simple en fonction de la nature du contrat.

2.3.2 Réserve latente

En comptabilité sociale, le bailleur a inscrit à son actif les immobilisations dont il est propriétaire et il les amortit selon les règles comptables énoncées au paragraphe 2.3.1. En vue d'appréhender son résultat financier, l'établissement tient en parallèle une comptabilité financière qui analyse l'opération de crédit-bail ou de location avec option d'achat comme si elle était un concours financier octroyé à son client.

La réserve latente représente l'écart entre la valeur nette comptable des immobilisations louées et l'encours financier correspondant à ces mêmes immobilisations.

<i>(En milliers d'Euros)</i>	2023/12	2024/12	Variation
Encours Financier	64 857	56 862	-7 995
Valeur Nette comptable	-64 348	-57 821	6 527
Total	509	-959	-1 468

Les dotations et reprises de provision pour réserve latente négative sont ventilées au compte de résultat entre les postes de produits et charges sur opérations de crédit-bail et assimilées ou de location simple en fonction de la nature des opérations.

2.4 Traitement du risque

2.4.1 Traitement du risque de crédit

Le déclassement en créances douteuses est réalisé sur la base des critères définis par les articles 2221-1 et suivants du règlement n°2014-07 de l'ANC relatif au traitement comptable du risque de crédit.

En application de l'article 2221-7 dudit règlement, la constatation d'un risque avéré sur une contrepartie entraîne par contagion le déclassement de l'ensemble des encours et engagements relatifs à ladite contrepartie.

Lorsqu'un risque avéré de non-recouvrement partiel ou total apparaît, les créances douteuses, font individuellement l'objet de provisions constituées par dotation au compte de résultat.

L'évaluation des garanties (sûretés réelles et personnelles) est effectuée lors de l'étude des crédits et révisée lors de la classification en encours douteux. Elle sert au calcul des provisions à constituer.

L'évaluation du risque fait l'objet d'un examen mensuel dans le cadre d'un Comité de Crédit. Au vu de la situation de recouvrement du client celui-ci prend également les éventuelles décisions de passage en perte.

Les créances douteuses sont réputées compromises dès lors qu'elles ont été classifiées depuis plus d'un an dans les encours douteux.

Conformément à l'article 2221-5 du règlement n°2014-07 de l'ANC, le reclassement des créances douteuses dans les encours sains est effectué après une période probatoire de trois mois après apurement de tous les impayés ou douze mois après restructuration de la dette.

IC Financial Services ne détient aucune créance restructurée au 31 décembre 2024, au sens dudit article. En conséquence, aucune décote n'a été enregistrée au cours de la période.

Les passages en perte sont enregistrés dès lors que les éléments reconnus par les dispositions légales et réglementaires locales sont réunis de sorte qu'ils ne puissent être considérés comme une renonciation aux poursuites ouvertes contre le débiteur ou comme abusivement anticipés d'un point de vue fiscal.

2.4.1.1 – Opérations avec la clientèle

S'agissant des opérations de crédit à la clientèle, les provisions pour créances douteuses, constituées de la masse des échéances et facturations restées impayées et de l'encours restant à courir, sont inscrites directement en minoration de l'actif, tandis qu'au compte de résultat le montant net des dotations sur les reprises est ventilé entre les rubriques d'intérêts et de coût du risque.

Le coût du risque inclut en outre le montant des pertes sur créances irrécupérables, couvertes et non couvertes, et celui des récupérations sur créances amorties.

Les encours sains font l'objet d'un provisionnement statistique enregistré au passif du bilan. Les taux de provisionnement sont déterminés :

- pour les financements du réseau de distribution (affacturation et crédits aux concessionnaires) en fonction des statistiques régionales prenant en compte le secteur (véhicules commerciaux ou matériels agricole et construction) et le type de clientèle ;
- pour les financements aux consommateurs en fonction des statistiques de pertes de chaque pays.

En ce qui concerne les financements concessionnaires de base les taux appliqués par secteur sont :

- de 0.88% en 2024 contre 0.91% en 2023 pour les équipements agricoles et de construction ;
- de 1.00% en 2024 contre 0.97% en 2023 pour le secteur des véhicules commerciaux ;

2.4.1.2 – Opérations de Crédit-bail et de location simple

S'agissant des opérations de crédit-bail, LOA et location simple, les provisions pour créances douteuses, exclusivement constituées de la masse des facturations restées

impayées, sont inscrites directement en minoration de l'actif, tandis qu'au compte de résultat le montant net entre les dotations et les reprises vient s'inscrire en minoration des produits.

2.4.2 Traitement du risque sur les actifs donnés en location (crédit-bail)

Les biens donnés en crédit-bail et opérations assimilées font l'objet d'une évaluation de leur valeur de marché en cas de sinistre ou d'incident sur le contrat. Une provision pour dépréciation est constituée dès lors que cette valeur se révèle inférieure à celle déterminée sur la base des avantages économiques attendus.

2.4.3 Traitement du risque sur engagements par signature

IC Financial Services applique les mêmes règles d'appréciation de la situation des débiteurs et d'évaluation du risque aux garanties données à la joint-venture CNH Industrial Capital Europe sur financements aux consommateurs finaux.

En cas de risque avéré, l'engagement fait l'objet d'un déclassement en engagement douteux au hors-bilan. Les provisions pour engagements douteux sont inscrites au passif du bilan, tandis qu'au compte de résultat le montant net des dotations sur les reprises figure au coût du risque.

Une contre-garantie est accordée à CNH Capital Industrial Europe sur des générations de contrats. Les effets comptables de cet engagement de partage du risque sont présentés dans les notes 18 et 25 des annexes. Le risque d'un appel en contre-garantie par IC Financial Services est couvert par une provision. Cette provision est basée sur la projection des pertes attendues à terminaison dans la limite d'un corridor contractuel.

2.5 Portefeuille de titres

Conformément au règlement n°2014-07 de l'ANC, il est distingué plusieurs catégories de titres : les titres de transaction, les titres de placement, les titres d'investissement, les titres de l'activité de portefeuille, les titres de participation et parts dans les entreprises liées et les autres titres détenus à long terme.

Les titres d'investissement sont des titres à revenu fixe acquis ou reclassés de la catégorie « Titres de placement » dans l'intention de les détenir de façon durable en principe jusqu'à l'échéance. L'inscription de titres dans cette catégorie :

- est subordonnée à la mise en œuvre par l'établissement de moyens lui permettant soit de conserver les titres de manière durable et effective, soit de se prémunir de façon permanente contre les dépréciations des titres dues aux variations des taux d'intérêt au moyen d'une couverture ;
- est effectuée à la date de leur acquisition et pour leur prix d'acquisition (frais exclus) ou au prix de marché à la date du transfert s'ils proviennent des titres de placement.

L'écart éventuel entre le prix d'acquisition et le prix de remboursement fait l'objet d'une imputation prorata temporis sur la durée de vie résiduelle des titres au compte de résultat conformément à l'article 2342-2 du règlement 2014-07 de l'ANC.

A chaque arrêté comptable les intérêts courus sont enregistrés en compte de créances rattachées. Les moins-values latentes ne donnent pas lieu à une provision pour dépréciation, sauf dans le cas où le risque de défaillance de l'émetteur des titres est de nature à rendre probable la cession desdits titres avant leur échéance. La dépréciation est alors à évaluer en conformité avec les dispositions du Titre 2, Livre II relatif au traitement comptable du risque de crédit.

Les autres titres détenus à long terme sont les investissements réalisés sous forme de titres dans l'intention de favoriser le développement de relations professionnelles durables en créant un lien privilégié avec l'entreprise émettrice, mais sans influence dans sa gestion en raison du faible pourcentage des droits de vote qu'ils représentent.

Ces titres sont :

- enregistrés à la date de leur acquisition et pour leur prix d'acquisition (frais exclus) ou, en cas de transfert, à la valeur estimée en fonction des règles propres à leur catégorie d'origine ;
- évalués au plus bas de leur coût historique ou de leur valeur d'utilité.

Les plus-values latentes ne sont pas comptabilisées et les moins-values latentes donnent lieu, sans compensation avec les plus-values latentes, à la constitution d'une provision pour dépréciation des immobilisations financières.

Le portefeuille de titres de IC Financial Services au 31 décembre 2024 :

- ne comprend aucun titre subordonné ;
- et est constitué : du certificat d'association au Fonds de Garantie des Dépôts et de Résolution classé en application des recommandations de la Lettre Info BAFI 2007-01 ; d'une part de l'entreprise Consorzio EUROCONS et d'une part de l'entreprise SIRIO SCPA. Tous sont classés en en « Autres titres détenus à long terme » ;
- n'a enregistré, au cours de l'exercice, aucun mouvement d'une catégorie de titres à une autre.

Par ailleurs, IC Financial Services est également émetteur de Titres de Créances Négociables figurant au Bilan en Dettes représentées par un titre.

Les intérêts précomptés figurent au Bilan en charges constatées d'avance.

2.6 Immobilisations d'exploitation

En application de l'article 3 du règlement ANC 2014-07, celui-ci ne prévoyant pas d'adaptation particulière en ce qui concerne les immobilisations d'exploitation, lesdites immobilisations suivent les règles prescrites par les articles 211 -I et suivants du règlement ANC 2014-03.

Les immobilisations sont inscrites à l'actif du bilan à leur valeur d'acquisition.

Lorsque les différentes composantes d'un actif ont des durées d'utilité différentes ou procurent des avantages à l'entreprise selon un rythme différent nécessitant l'utilisation de taux et de mode d'amortissement différents, le coût total de l'actif doit être réparti entre ses différents éléments constitutifs, chaque élément est alors comptabilisé séparément.

Les amortissements sont calculés, selon la méthode linéaire, sur la durée de vie probable des actifs concernés reflétant au mieux la consommation des avantages économiques futurs associés :

- les logiciels sont amortis sur 1, 3 ou 5 ans ;
- les agencements et Installations sont amortis sur 5, 10 ou 25 ans ;
- le mobilier, les matériels de bureau et informatique sont amortis sur des durées allant de 3 à 10 ans.

Les fonds commerciaux constatés à la création de certaines succursales - Belgique, Italie et Allemagne - peuvent faire l'objet d'une dépréciation dès lors que les circonstances ayant présidées à leur valorisation ne sont plus réunies. Ils sont totalement dépréciés dès lors que leur obsolescence est constatée.

IC Financial Services ne recourt pas au crédit-bail pour l'acquisition de ses équipements d'exploitation.

2.7 Traitement des Mali techniques

Les malis techniques constatés dans les livres de IC Financial Services en 2015 et 2016 résultent de la différence entre la valeur d'acquisition des participations détenues préalablement aux fusions réalisées aux cours de ces exercices, et l'actif net constaté lors de leur réalisation.

Conformément aux dispositions du règlement 2015-06 de de l'Autorité des Normes Comptables du 23 novembre 2015, ces malis ont fait l'objet d'une analyse afin de déterminer leur nature corporelle ou incorporelle et leur durée de vie qui a abouti à leur classification intégrale en actif incorporel à durée illimitée.

En conséquence, ces actifs ne se dépréciant pas avec le temps ne peuvent faire l'objet d'un amortissement, mais l'éventuelle perte de valeur doit faire l'objet d'un provisionnement pour dépréciation.

L'évaluation de la valeur d'usage - tests de dépréciation - de ces malis fait l'objet d'une revue effectuée en fin d'exercice selon la méthode du dividende escompté. Le taux d'actualisation 2024 est de 8.21% pour la France, 10.91% pour l'Italie et 6.65% pour l'Allemagne.

Les calculs sont effectués, pour chacun, sur la base des données de l'exercice en cours, du prévisionnel de l'exercice suivant et du plan à moyen et long terme sur les cinq années suivantes, en tenant compte d'un besoin en fonds propres prudentiels de 11%.

Aucune dépréciation n'a été enregistrée au cours de l'exercice.

2.8 Engagements en matière de retraite

La Société applique l'article 324-1 du règlement ANC 2014-03 en constatant sous formes de provisions les engagements de retraite et avantages similaires offerts à son personnel.

Les engagements pris par IC Financial Services, dans les pays disposant de programme(s) générateur(s) de tels engagements (Allemagne, France, et Italie), en matière de départ à la retraite sont déterminés chaque année au 31 décembre, salarié par salarié. Ils sont calculés selon une méthode actuarielle et entièrement provisionnés. Les montants sont indiqués en note 16.

Conformément à la dernière mise à jour de la recommandation ANC 2013 -02 du 7/11/2013 modifiée le 5/11/2021 concernant la modification de réglementation, la Société a décidé d'adopter la nouvelle méthode de répartition des droits à prestations de ses régimes à prestations définies en vertu desquels l'engagement est étalé à compter de la date à laquelle chaque année de service compte pour l'acquisition des droits à prestation, c'est à dire sur la période précédant l'âge de départ en retraite permettant d'atteindre le plafond.

Les taux d'actualisation retenus par IC Financial Services sont déterminés chaque année par IVECO Group pour chaque pays et chaque programme, de manière à refléter les conditions probables d'évolution des salaires et de survenance des événements. Pour l'exercice 2024 ce taux s'élève à 3.40% pour la France.

2.9 Créances et Dettes envers les établissements de crédit et dettes subordonnées

Les créances envers les établissements de crédit, y compris les créances subordonnées, sont ventilées d'après leur durée initiale, leur durée restant à courir et leur nature « à vue » (dépôts à vue, comptes ordinaires) ou « à terme ».

Les dettes envers les établissements de crédit, y compris les dettes subordonnées, sont ventilées d'après leur durée initiale, leur durée restant à courir et leur nature « à vue » (dépôts à vue, comptes ordinaires) ou « à terme ».

Les intérêts courus sur ces créances et dettes sont portés, respectivement, en comptes de créances ou dettes rattachées en contrepartie du compte de résultat.

Au 31 décembre 2024 IC Financial Services n'enregistre aucune créance ou dette de nature subordonnée dans ses opérations interbancaires, mais porte à l'actif de son bilan au titre des opérations avec sa clientèle des titres subordonnés pour un montant de 2 422 091,20 euros.

III – Impôt sur les Bénéfices

En application du principe fiscal de « l'établissement stable », l'imposition des bénéfices est effectuée séparément dans chaque Etat où IC Financial Services est implantée et selon les règles fiscales locales en vigueur.

Dans les pays où la succursale est partie à un groupe d'intégration fiscale –Italie– les sociétés déficitaires bénéficient de l'économie d'impôt réalisée.

Informations relatives aux taux d'impositions appliqués au titre de l'exercice clos :

	France	Belgique	Pays-Bas	Italie	Espagne	Allemagne
Taux de base	25.00%	25,00%	19,00% ¹	27,50%	30,00%	30,00%
Taux supplémentaires	3,30%	-	25.80% ²	5,57%	-	-

¹ jusqu'à 200K€ de bénéfice fiscal ; ² pour la fraction excédant 200K€ de bénéfice fiscal.

IC Financial Services n'enregistre pas d'opérations imposables à taux réduits.

IV - Capital Social

Le capital social de 105 860 635,25 euros, au 31 décembre 2023, est composé de 6 941 681 actions d'une valeur nominale de 15,25 euros chacune, n'a subi aucune modification au cours de l'exercice 2024 et est détenu à hauteur de :

- 6 941 680 par IVECO Group NV, soit 99,99% ;

- 1 par IVECO France SAS, soit 0,01%.

IC Financial Services est consolidée selon la méthode de l'intégration globale au sein du groupe IVECO Group.

Au cours de l'exercice clos au 31 décembre 2024, IC Financial Services :

- a distribué un dividende au titre de 2023 d'un montant de 18.000.000,-€ ;

- a alloué au Directeur Général des jetons de présence « spéciaux » (considérés comme salaire en matière fiscale et sociale) en rémunération de ses fonctions de direction ;

- a alloué à l'administratrice indépendante des jetons de présence « ordinaires » au titre de ses fonctions de membre du Conseil d'administration ;

- n'a alloué aucune autre rémunération de quelque nature ni à ses autres dirigeants, ni à ses actionnaires ou ses autres représentants dans les instances de direction de la Société ;

- n'a consenti aucune avance, aucun crédit ni engagement de garantie quelconque au bénéfice des personnes susmentionnées.

V – Evénements Post-Clôture

Néant.

VI – Implantations à l'Etranger

IC Financial Services exerce son activité dans plusieurs pays de l'Union Européenne où son agrément a fait l'objet de la mise en œuvre du « passeport européen ». Cette activité s'exerce en France dans la société mère (1) et dans d'autres pays sous forme de succursale (2) ou de libre prestation de service directe avec établissement stable au sens de la réglementation fiscale (3), comme ci-après :

Nom des implantations		Nature d'activité	Localisation géographique
IC Financial Services	(1)	Financements Spécialisés	France
IC Financial Services	(2)	Financements Spécialisés	Belgique
IC Financial Services	(3)	Financements Spécialisés	Pays-Bas
IC Financial Services	(2)	Financements Spécialisés	Italie
IC Financial Services	(2)	Financements Spécialisés	Espagne
IC Financial Services	(2)	Financements Spécialisés	Allemagne

Informations relatives aux implantations à l'étranger en milliers d'euros :

Localisation	Produit Net Bancaire	Chiffre d'affaires	Effectifs (ETP) (*)	Résultat avant impôts (**)	Impôts sur les bénéfices (ordinaire)	Impôts différés (***)	Subventions publiques reçues
France	32 151	81 688	68	12 015	3 783	0	0
Belgique	5 129	13 375	75	730	262	0	0
Pays-Bas	2 130	2 770	0	1 119	275	0	0
Italie	39 275	140 552	146	28 853	9 747	0	0
Espagne	9 955	29 142	46	4 588	1 332	0	0
Allemagne	14 114	43 051	49	4 624	791	0	0
Total	102 754	310 578	384	51 929	16 190	0	0

(*) Effectif salarié actif (i.e. hors absences de longue durée) au 31 décembre ;

(**) Bénéfice (+) ou perte (-) ;

(***) Impôts différés actifs (-), Impôts différés passifs (+).

VII – Honoraires d'Audit de l'Exercice (en milliers d'Euros hors taxes)

Travaux	Talenz Audit	Deloitte
Commissariat aux comptes, certification, examen des comptes individuels	78,80	98,80
Travaux d'audit conduits dans le cadre de la mission de certification des comptes du groupe	0,00	85,00
Missions et prestations autres que la certification des comptes des comptes du groupe	0,00	161,30
Total - Collège des commissaires aux comptes	78,80	345,10
Certification, examen des comptes individuels locaux en Belgique et Espagne (*)	0,00	52,33
Total - Réseaux (*)	0,00	52,33

(*) Travaux réalisés par les membres du réseau Deloitte

VIII – Notes au Bilan & au Compte de Résultat (en milliers d'Euros)

1 - Caisse & Banques Centrales	2023/12	2024/12
Caisses	1	1
Banques Centrales	26 508	11 012
Total	26 509	11 013

2 - Créances sur les Etablissements de Crédits	2023/12	2024/12
Comptes Ordinaires	120 531	71 806
Prêts à terme (1)	50 011	55 000
Valeurs Non imputées	10 371	2 782
Total	180 913	129 588
dont :		
- France	77 825	67 120
- Benelux	16 430	12 165
- Italie	46 298	24 594
- Espagne	12 341	15 321
- Allemagne	28 019	10 388

(1) Overnight Deposit auprès de la Banque de France créances rattachées incluses.

3 - Opérations avec la Clientèle	2023/12	2024/12
Affacturage (1)	774 924	559 158
Autres Concours (1)	290 045	337 721

<i>dont :</i>		
- Comptes Ordinaires (Cash-Pool débiteur)	0	0
- Financement de Stocks	255 791	293 680
- Autres crédits à la clientèle	34 153	43 634
- Valeurs non imputées	101	407
Créances Douteuses	9 431	13 256
Sous-total	1 074 400	910 135
Provisions	-7 799	-11 830
% des provisions	83 %	89 %
Total Net	1 066 601	898 305
Créances Rattachées	3 213	82
Total Créances	1 069 814	898 387
<i>(1) dont :</i>		
- France	531 686	437 842
- Benelux	35 840	31 373
- Italie	208 047	223 252
- Espagne	169 231	141 974
- Allemagne	120 164	62 438

4 - Participations & Activités de Portefeuille	2023/12		2024/12	
	Net	Brut	Prov	Net
Titres d'investissement (1)	12 705	0	0	0
Autres Titres détenus à long terme	2	2	0	2
Total	12 707	2	0	2

(1) Certificat de dépôt émis par CNH Industrial Capital Europe.

5 - Opérations de Crédit-Bail & Assimilées	2023/12			2024/12		
	Brut	Prov	Net	Brut	Prov	Net
Crédit-Bail & L.O.A	142 859	-76 086	66 773	130 056	-70 696	59 360
- Immobilisations louées	137 981	-73 633	64 348	127 747	-69 926	57 821
- Immobilisations en cours & Temp. non louées	4 878	-2 453	2 425	2 309	- 770	1 539
Créances Rattachées sur Crédit-Bail (1)	13 861	-4 938	8 923	7 548	-4 161	3 387
Total	156 720	-81 024	75 696	137 604	-74 857	62 747

(1) Loyers courus non échus, facturations non échues et facturations restées impayées (saines & douteuses).

6 - Opérations de Location Simple	2023/12			2024/12		
	Brut	Prov	Net	Brut	Prov	Net
Opérations Location Simple (1)	60	-60	0	60	-60	0
- Immobilisations louées	0	0	0	0	0	0
- Immobilisations en cours & Temp. non louées	60	-60	0	60	-60	0
Crces Ratt. sur Location Financière (1)/ (2)	0	0	0	0	0	0
Total	60	-60	0	60	-60	0

(1) Opérations de location financière inscrites au poste "location simple" en raison de l'absence d'option d'achat ouverte aux clients. (2) Loyers courus non échus, facturations non échues et facturations restées impayées (saines & douteuses).

7 - Créances Douteuses (Détail)	2023/12			2024/12		
	Brut	Prov	Net	Brut	Prov	Net
Affacturage	1 826	-1 732	94	1 780	-1 437	343
Crédit	7 605	-6 066	1 539	11 476	-10 393	1 083
Crédit-Bail	5 022	-4 938	84	4 199	-4 161	38
Location Simple	0	0	0	0	0	0
Total	14 453	-12 736	1 717	17 455	-15 991	1 464
<i>dont :</i>						
- France	1 956	-1 922	34	3 423	-3 404	19
- Benelux	189	-95	94	1 295	-1 295	0
- Italie	7 427	-7 377	50	8 266	-8 247	19
- Espagne	1 122	-1 122	0	1 882	-1 333	549
- Allemagne	3 759	-2 220	1 539	2 589	-1 712	877

8 - Immobilisations	2023/12			2024/12		
	Brut	Prov	Net	Brut	Prov	Net
Immobilisations Incorporelles	51 404	-6 708	44 696	52 871	-7 630	45 241
- Logiciels	8 414	-5 543	2 871	10 076	-6 465	3 611
- Logiciels Immobilisations en cours	625	0	625	430	0	430
- Autres Immobilisations Incorporelles (1)	42 365	-1 165	41 200	42 365	-1 165	41 200

Immobilisations Corporelles	664	-620	44	595	-558	37
- Immobilisations En cours	0	0	0	0	0	0
- Mobilier	487	-456	31	477	-452	25
- Matériel de Bureau & Informatique	100	-87	13	105	-93	12
- Agencements et Installations	77	-77	0	13	-13	0
Total	52 068	-7 328	44 740	53 466	-8 188	45 278
(1) Dont Mali techniques (cf. II-2.7):	40 720	0	40 720	40 720	0	40 720

9 - Autres Actifs	2023/12	2024/12
Dépôts de Garantie Versés	312	313
Créances Fiscales (TVA, Impôt sur les bénéfices, etc., ...)(1)	23 966	15 936
Créances sur le Groupe	16 963	11 456
Personnel & Assimilés (2)	453	473
Autres Débiteurs Divers	15 485	12 609
Total	57 179	40 787

(1) dont créance d'impôt différé sur l'Etat Italien d'un montant total au 31/12/2024 de 10.9M€ contre 20.3M€ en 2023. (2) Dont actif lié au schéma de plan de retraite allemand pour un montant de 242K€ au 31/12/2024 contre 255K€ en 2023.

10 - Comptes de régularisation - Actif	2023/12	2024/12
Valeurs reçues à l'encaissement	0	1 975
Charges Constatées d'Avance	1 253	967
Produits à recevoir	1	3
Autres Comptes de Régularisation Divers	3 555	1 127
Total	4 809	4 072

11 - Dettes envers les Etablissements de Crédit	2023/12	2024/12
Comptes Ordinaires	0	0
Prêts à terme (1)	220 455	118 750
Autres sommes dues (2)	17 098	4 594
Dettes Rattachées	1 013	184
Total	238 566	123 528

(1) Dont :

Opérations de Politique Monétaire France

Opérations de Politique Monétaire Italie

Autres Emprunts à Terme

124 000

78 000

33 000

15 000

63 455

25 750

(2) Sommes collectées sur encours cédés à Transolver Finance Spain (joint-venture entre Iveco Spain et Santander).

12 - Comptes Créiteurs de la Clientèle	2023/12	2024/12
Comptes Ordinaires Créiteurs	452 154	485 317
Comptes Créiteurs à Terme (Emprunts)	40 631	31 500
Affacturage	180 679	23 138
Autres sommes dues	75 435	55 917
<i>Sous-total</i>	<i>748 899</i>	<i>595 872</i>
Dettes Rattachées	1 628	1 172
dont Comptes Ordinaires Créiteurs	1 410	898
dont Emprunts à Terme	218	274
Total	750 527	597 044

13 - Autres Passifs	2023/12	2024/12
Dépôts de Garantie Reçus	97	97
Dettes Fiscales (TVA, Impôt sur les bénéfices, etc., ...)	14 418	8 355
Dettes sur le Groupe	18 493	10 401
Personnel & Assimilés	9 473	8 905
Autres Créiteurs Divers	5 893	5 451
Total	48 374	33 209

14 - Comptes de régularisation - Passif	2023/12	2024/12
Comptes indisponibles sur opérations de recouvrement (1)	32 549	28 622
Produits Constatés d'Avance	3 463	3 398
Charges à Payer	1 531	1 984
Autres Comptes de Régularisation Divers	8 354	4 378
Total	45 897	38 382

(1) la variation de ce poste résulte de l'effet combiné du niveau toujours élevé des encaissements en fin d'année avec le calendrier de déboulement des opérations de titrisation qui peut conduire à conserver dans nos livres les encaissements perçus sur une durée plus longue ou plus courte d'une année sur l'autre et du volume

de créances acquises pendant cette même période.

15 - Variation des Capitaux Propres (*)	Ouverture	Affectation N-1	Variations		Clôture
			+	-	
Capital Social	105 861	0	0	0	105 861
Réserve Légale	10 586	0	0	0	10 586
Autres Réserves (1)	0	2 702	0	0	2 702
Dividendes	0	18 000	0	0	0
Report à Nouveau	140 360	33 423	0	0	173 783
Résultat de l'exercice (2)	54 125	-54 125	35 739	0	35 739
Total Capitaux Propres	310 932	0	35 739	0	328 671

(*) Hors FRBG

(1) Cette réserve est constituée en application de la Loi italienne n°136 du 9 octobre 2023 instaurant, uniquement au titre de l'exercice 2023, le paiement d'une taxe exceptionnelle à la charge des banques italiennes constituées sous forme de sociétés locales et des succursales italiennes de banques étrangères, paiement dont lesdites banques peuvent cependant s'exonérer à la condition de constituer, lors de l'approbation des états financiers de l'exercice 2023, une réserve spéciale indisponible et non distribuable identifiée à cette fin, d'un montant qui ne doit pas être inférieur à deux fois et demie celui de ladite taxe exceptionnelle.

(2) Proposition d'affectation du résultat de l'exercice 2024, la réserve légale étant intégralement dotée :

Dividende		35 000			
Au Report à Nouveau		739			

16 - Provisions pour risques	2023/12	2024/12
Fond pour Risques Bancaires Généraux	2 294	2 294
Prov. Pour Engagements de Retraite & Assimilés (1)	6 661	7 117
Prov. Pour Risques & Charges	30 616	26 629
Provision Pour Restructuration	0	118
Provisions Spécifiques sur Op. de leasing (2)	2 916	2 055
Provision pour Réserve latente négative	0	959
Provisions Spécifiques sur Engagements par signature (3)	4 617	2 774
Provisions Collectives sur Op. avec la Clientèle (4)	12 620	6 723
Provisions Collectives sur Engagements par signature	7 025	11 019
Provision Pour Autres Risques & Charges (1)	3 437	2 981
Total	39 571	36 040

(1) Mouvements	Ouverture	Dotations	Utilisations	Reprises ^(*)	Clôture
Engagements de Retraite	6 661	744	-495	207	7 117
«Share Based Compensation» ^(**)	434	269	-275	0	428
Autres Risques & Charges (Autres)	3 003	999	0	-1 449	2 553

(*) les reprises intègrent les mouvements liés aux transferts de personnels entre sociétés du groupe. (**) IVECO Group NV a mis en place un programme de rétribution par attributions périodiques d'actions gratuites entraînant la mise en place du provisionnement de la valeur des actions attribuables.

(2) les portefeuilles étant globalement en liquidation, les encours futurs se réduisent au fur et à mesure de la facturation des loyers et la part d'encours douteux également; (3) concernent les garanties données figurant en Hors-bilan; (4) la variation des provisions collectives dépend essentiellement de celle du portefeuille d'affacturage et de crédits « grands comptes » non éligibles au programme de titrisation en France et en Italie.

17 - Emplois & Ressources suivant la durée restant à courir au 31/12/2024	< 3 mois	3 mois à 1 an	1 an à 5 ans	> à 5 ans	Total
Emplois					
Comptes & Prêts à Terme Etablissements de Crédit	0	0	0	0	0
Concours à la clientèle (1)	651 208	248 308	44 508	24	944 048
- Dont Crédit & Affacturage	648 588	233 332	7 489	24	889 433
- Dont Crédit-Bail	2 620	14 976	37 019	0	54 615
TCN Etablissements de Crédit	0	0	0	0	0
Total Emplois	651 208	248 308	44 508	24	944 048
Ressources (2)					
Comptes & Emprunts à Terme Etablissements de Crédit	97 750	10 250	10 750	0	118 750
- Dont Opérations de Politique Monétaires	93 000	0	0	0	93 000
Comptes de la Clientèle	2 645	11 345	17 510	0	31 500
Dettes constituées par des titres	30 000	5 000	0	0	35 000
Dettes Subordonnées	0	0	0	0	0
Total Ressources	130 395	26 595	28 260	0	185 250

(1) Hors impayés, créances rattachées et encours douteux. (2) Hors dettes rattachées.

18 - Note sur le Hors-Bilan	2023/12	2024/12
Engagements donnés (1) / (2)	41 292	53 005
Engagements de financement	5 509	8 185

- en faveur d'Etablissement de Crédit		
- en faveur de la clientèle	5 509	8 185
Engagements de garantie (3)	35 783	44 820
Engagements sur titres		
Autres Engagements donnés		
Engagements reçus (2)	109 254	115 606
Engagements de financement d'Etablissement de Crédit	50 000	50 000
Engagements de garantie d'Etablissement de Crédit	59 254	65 606
Engagements sur titres		
Autres Engagements reçus		
Autres Eléments de Hors-Bilan		
Engagements de garantie reçus d'ordre de la clientèle	72 022	69 552
Assurances Crédit	0	0
Opérations fermes de couverture	0	0

(1) Il n'existe aucun engagement donné par IC FS pour compte d'IVECO Group et du Groupe CNH; (2) Hormis la mobilisation de créances privées en France et en Italie dans le cadre des opérations de politique monétaire, IC FS n'a consenti aucune garantie basée sur ses propres actifs, ni reçus d'actifs en garantie en provenance de tiers; (3) Garanties données à CNHI CE sur financements des utilisateurs finaux.

19 - Produits & Charges d'Intérêts (1)	2023/12	2024/12
Produits	204 237	203 580
Avec les Etablissements de Crédit	657	2 343
Avec la Clientèle	203 580	201 237
dont :		
- Affacturage	182 900	176 632
- Crédits	20 680	24 605
Sur Instruments financiers de Taux	0	0
Sur Titres de placement à revenus fixes	0	0
Dotations Nettes des Reprises sur Intérêts Douteux		
Charges	-19 119	-18 979
Avec les Etablissements de Crédit	-7 116	-6 137
Avec la Clientèle (2)	-10 487	-10 608
dont :		
- Refinancement Affacturage	-9 642	-8 961
- Refinancement Portefeuilles clients finaux	-845	-1 647
Sur Instruments financiers de Taux	0	0
Sur Titres de Créances Négociables	-1 516	-2 234
Total	185 118	184 601

(1) La variation, majoritairement à la baisse, des divers postes résulte essentiellement d'une réduction des volumes d'activité; (2) Refinancement inter-compagnies avec ou sans clause de partage du risque.

20 - Produits & Charges sur Opérations de Crédit-Bail	2023/12	2024/12
Loyers (1)	28 138	22 028
Autres Produits	2 156	2 292
Autres Charges	-449	-268
Plus ou moins-values	33	48
Amortissements	-23 249	-17 818
Dépréciations des Immobilisations (Dotations nettes des reprises)	17 010	-147
Variation Provisions sur Réserve latente	0	-959
Total	23 639	5 176

(1) Nets des dotations et reprises aux provisions pour créances douteuses et des pertes définitives enregistrées au cours de l'exercice.

21 - Produits & Charges sur Opérations de Location Financière	2023/12	2024/12
Loyers (1)	110	24
Autres Produits	0	0
Autres Charges	0	0
Plus ou moins-values	0	0
Amortissements	0	0
Dépréciations des Immobilisations (Dotations nettes des reprises)	0	0
Variation Provisions sur Réserve latente	0	0
Total	110	24

(1) Tous les contrats étant terminés, ce poste n'enregistre plus que les pertes définitives et récupérations sur créances amorties ainsi que les reprises de provisions pour créances douteuses enregistrées au cours de l'exercice.

22 - Détail des Commissions	2023/12	2024/12
Commissions Produits	69 508	73 416
- sur Affacturage (1)	35 851	32 176

- sur Opérations JV	32 004	39 065
- Autres	1 653	2 175
Commissions Charges	-140 132	-155 020
- sur Cessions de Créances (1)	-139 641	-154 371
- Autres	-491	-649
Total	-70 624	-81 604

(1) La hausse de la charge résulte essentiellement de la hausse des taux d'intérêts initiée au 2nd semestre 2023 et de l'alignement de la méthode de calcul du délai de remboursement moyen des créances cédées sur celle des créances acquises, et ce malgré un volume en recul en 2024, celui-ci expliquant la baisse de la part « commission produit » (cf. Note 19 (1)).

23 - Autres Produits & Charges d'Exploitation	2023/12	2024/12
Autres produits divers d'exploitation	4 388	4 710
Autres charges diverses d'exploitation	-1 739	-1 914
Rétrocession Commercialisation (1)	-8 521	-8 465
Total	-5 872	-5 669

(1) Dans le cadre des accords mondiaux régissant les relations entre les deux groupes issus de la scission, les activités de fournitures de Services Financiers sont maintenues au bénéfice du Groupe CNH. En contrepartie les entités financières d'IVECO Group (dont IC Financial Services SA) reversent aux entités industrielles du Groupe CNH une partie des commissions de commercialisation reçues des partenaires bancaires sur la production de financements de matériels agricoles et équipements de travaux publics.

24 - Charges Générales d'exploitation	2023/12	2024/12
Frais de Personnel	39 140	42 536
Rémunérations	29 135	31 749
Dont Restructuring	0	729
Dont Programmes d'intéressement des salariés	252	683
Dont Participation des salariés (1)	406	283
Charges Sociales	9 886	10 484
Dont charges de retraite	2 167	2 271
Impôts & Taxes sur rémunérations	119	303
Impôts & Taxes	499	489
Autres Frais Généraux	6 987	8 564
Loyers & Charges Locatives	1 007	933
Transports & Déplacements	890	766
Charges Informatiques	5 719	4 967
Audits, Conseils & Outsourcing	4 521	5 577
Autres Charges Générales d'Exploitation	6 353	8 654
Refacturations de Charges Générales d'Exploitation	-11 503	-12 333
Amortissements & Dépréciations des Immobilisations	721	936
Total	47 347	52 525
Effectif moyen au 31 décembre (2)	369,92	381,67
dont :		
Non-cadres (employés, ETAM et équivalents)	113,33	116,25
Cadres	238,92	246,75
Cadres dirigeants (Hors-classe & équivalents)	17,67	18,67

(1) France seulement ; (2) calculé sur base mensuelle.

25 - Coût du Risque	2023/12		2024/12	
	Charges	Produits	Charges	Produits
Prov. Créances Doubteuses sur Op. avec la Clientèle	3 082	3 043	6 495	2 463
Prov. Créances Doubteuses sur Op. de Crédit-Bail & Assimilées	727	8 448	1 259	2 120
Prov. Créances Doubteuses sur Op. de Hors-Bilan	646	1 729	0	1 843
Provisions Collectives (1)	7 767	9 341	816	7 472
Provision Loss Pool (2)	6 388	169	4 752	0
Créances Irrécupérables	895	286	17	657
Total	19 505	23 016	13 339	14 555
Coût du Risque Net	0	3 511	0	1 216

(1) Cf. II - 2.4.1 Traitement du risque de crédit ; (2) IC Financial Services s'est engagée auprès de CNH Industrial Capital Europe à garantir une partie des pertes finales enregistrées sur les portefeuilles de financement de véhicules commerciaux générés en France et en Allemagne à compter du 1^{er} janvier 2022.

26 - Résultat Exceptionnel	2023/12		2024/12	
	Charges	Produits	Charges	Produits
Pénalités & Amendes Fiscales	7	0	0	0
Autres Produits ou Charges divers (1)	411	701	68	552
Total	418	701	68	552
Résultat Exceptionnel Net	0	283	0	484

(1) produits et charges provenant des écarts de paiement et des virements pour solde de comptes de débiteurs et créditeurs divers.

Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2024

À l'assemblée générale de la société IC FINANCIAL SERVICES

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par l'assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de la société IC FINANCIAL SERVICES relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2024, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

L'opinion formulée ci-dessus est cohérente avec le contenu de notre rapport au conseil d'administration exerçant les missions du comité spécialisé visé à l'article L.821-67 du code de commerce.

Fondement de l'opinion Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance, prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes sur la période du 1^{er} janvier 2024 à la date d'émission de notre rapport, et notamment nous n'avons pas fourni de services interdits par l'article 5, paragraphe 1, du règlement (UE) n° 537/2014.

Justification des appréciations - Points clés de l'audit

En application des dispositions des articles L.821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les points clés de l'audit relatifs aux risques d'anomalies significatives qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importants pour l'audit des comptes annuels de l'exercice, ainsi que les réponses que nous avons apportées face à ces risques.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Dépréciation des crédits et contrats de location douteux

Risque identifié et principaux jugements	Notre approche d'audit
L'évaluation des dépréciations des crédits et des contrats de location douteux requiert l'exercice d'un jugement de la part de la direction. Les règles et les méthodes relatives au traitement du risque de crédit sont décrites dans les notes 2.4.1 et 2.4.2 de l'annexe aux comptes annuels.	Nous avons apprécié le dispositif de contrôle d'IC Financial Services et testé les contrôles clés concernant l'identification et l'évaluation des dépréciations.
L'estimation des dépréciations nécessite des jugements importants de la direction en raison de la complexité dans la détermination des flux de trésorerie futurs recouvrables et dans l'estimation de la valeur des garanties associées à ces prêts et contrats de location.	Nos travaux ont porté plus particulièrement sur les processus suivants : <ul style="list-style-type: none">- l'identification des indicateurs de dépréciation,- la classification des expositions en créances douteuses,- la valorisation des garanties,- la détermination des dépréciations et le dispositif de gouvernance et de validation associé.
Nous considérons donc cette estimation comme un point clé de l'audit des comptes annuels en raison de la sensibilité aux hypothèses retenues par la direction pour déterminer les flux futurs estimés actualisés.	Nous avons effectué une revue du paramètre de stress appliqué aux projections de flux futurs recouvrables estimés.
Ces dépréciations s'élèvent à 11,8 M€ pour les crédits douteux et 4,2 M€ pour les contrats de location (note 7).	Nous avons procédé à une revue de la correcte évaluation des dépréciations de crédits sur la base d'un échantillon de dossiers sélectionnés sur des critères de matérialité et de risques.
	Nous avons apprécié le caractère approprié des informations publiées en annexe relatives au risque de crédit.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Informations données dans le rapport de gestion et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux actionnaires

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du conseil d'administration et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux actionnaires, à l'exception du point ci-dessous.

La sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations relatives aux délais de paiement mentionnées à l'article D.441-6 du code de commerce appellent de notre part l'observation suivante : comme indiqué dans le rapport de gestion, ces informations n'incluent pas les opérations bancaires ni toutes les opérations connexes, votre société considérant qu'elles n'entrent pas dans le périmètre des informations à produire.

Rapport sur le gouvernement d'entreprise

Nous attestons de l'existence, dans le rapport du conseil d'administration sur le gouvernement d'entreprise, des informations requises par l'article L.225-37-4 du code de commerce.

Autres vérifications ou informations prévues par les textes légaux et réglementaires**Désignation des commissaires aux comptes**

Nous avons été nommés commissaires aux comptes de la société IC FINANCIAL SERVICES par l'assemblée générale du 29 mars 2023 pour Deloitte & Associés et par celle du 16 mai 2016 pour Talenz Alteis Audit.

Au 31 décembre 2024, Deloitte & Associés était dans la 2^{ème} année de sa mission sans interruption et Talenz Alteis Audit dans la 9^{ème} année.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, saufs'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Il incombe au conseil d'administration exerçant les missions du comité spécialisé visé à l'article L.821-67 du code de commerce de suivre le processus d'élaboration de l'information financière et de suivre l'efficacité des systèmes de contrôle interne et de gestion des risques, ainsi que le cas échéant de l'audit interne, en ce qui concerne les procédures relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le conseil d'administration.

Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels Objectif et démarche d'audit

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Rapport au conseil d'administration exerçant les missions du comité spécialisé visé à l'article L.821-67 du code de commerce

Nous remettons au conseil d'administration exerçant les missions du comité spécialisé visé à l'article L.821-67 du code de commerce un rapport qui présente notamment l'étendue des travaux d'audit et le programme de travail mis en œuvre, ainsi que les conclusions découlant de nos travaux. Nous portons également à sa connaissance, le cas échéant, les faiblesses significatives du contrôle interne que nous avons identifiées pour ce qui concerne les procédures relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière.

Parmi les éléments communiqués dans le rapport au conseil d'administration exerçant les missions du comité spécialisé visé à l'article L.821-67 du code de commerce, figurent les risques d'anomalies significatives que nous jugeons avoir été les plus importants pour l'audit des comptes annuels de l'exercice et qui constituent de ce fait les points clés de l'audit, qu'il nous appartient de décrire dans le présent rapport.

Nous fournissons également au conseil d'administration exerçant les missions du comité spécialisé visé à l'article L.821-67 du code de commerce la déclaration

prévue par l'article 6 du règlement (UE) n° 537-2014 confirmant notre indépendance, au sens des règles applicables en France telles qu'elles sont fixées notamment par les articles L.821-27 à L.821-34 du code de commerce et dans le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes. Le cas échéant, nous nous entretenons avec le conseil d'administration exerçant les missions du comité spécialisé visé à l'article L.821-67 du code de commerce des risques pesant sur notre indépendance et des mesures de sauvegarde appliquées.

Paris et Paris-La Défense, le 12 mars 2025

Les commissaires aux comptes

Talenz Alteis Audit
Christophe CHARETON

Deloitte & Associés
Jean-Vincent COUSTEL

Rapport de gestion

Le rapport de gestion est disponible au siège social de la société au 1 rue Arnold Schoenberg, 78280 GUYANCOURT.